

L'INSTABILITÉ POLITIQUE EN HAUTE VOLTA (BURKINA FASO) DE 1966 À 2014

Nahoua Karim SILUE

Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

nahoua26@yahoo.fr

Résumé : Depuis son indépendance en 1960, le pays des hommes intègres, le Burkina Faso, anciennement appelé Haute Volta connaît une instabilité politique. Débutée en 1966 avec le renversement de Maurice Yaméogo par le lieutenant-colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana à la suite d'une révolte populaire, cette instabilité suit son cours jusqu'en 2014 avec la chute du président Blaise Compaoré. Entre 1966 et 2014, l'histoire politique au Burkina-Faso fut marquée par une large intrusion de l'armée. Cinq coups d'États militaires se sont succédés plongeant le pays dans une instabilité politique chronique. Cette instabilité est d'autant plus « congénitale » au « pays des hommes intègres » qu'elle se ressent encore aujourd'hui avec le retour des militaires au pouvoir. D'où l'intérêt de cette étude qui se propose de convoquer l'histoire post indépendance de cette ex colonie française afin de mieux comprendre les enjeux politiques actuels. Les recoupements et analyses effectués permettent d'établir que les choix politiques dans ce pays se sont toujours faits au détriment de la population et des réalités locales. Les rivalités et conflits d'influence entre militaires constituent également une autre raison de l'instabilité politique au Burkina Faso.

Mots clés : Instabilité, politique, Burkina Faso, Coups d'États, Blaise Compaoré

POLITICAL INSTABILITY IN HAUTE VOLTA (BURKINA FASO) FROM 1966 TO 2014

Abstract: Since its independence in 1960, the country of honest men, Burkina Faso, formerly called Haute Volta, has experienced political instability. Beginning in 1966 with the overthrow of Maurice Yaméogo by Lieutenant-Colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana following a popular revolt, this instability continued until 2014 with the fall of President Blaise Compaoré. Between 1966 and 2014, the political history of Burkina Faso was marked by a large intrusion by the army. Five military coups followed one after the other, plunging the country into chronic political instability. This instability is all the more "congenital" in the "land of honest men" as it is still felt today with the return of the military to power. Hence the interest of this study which aims to recall the post-independence history of this former French colony in order to better understand current political issues. The cross-checks and analyzes carried out make it possible to establish that political choices in this country have always been made to the detriment of the population and local realities. Rivalries and conflicts of influence between military personnel also constitute another reason for political instability in Burkina Faso.

Keywords : Instability, politics, Burkina Faso, putsch , Blaise Compaoré

Introduction

A l'instar de bien d'autres États africains, le Burkina Faso est confronté aujourd'hui à d'énormes défis aux triples plans politique, socio-économique et surtout sécuritaire. Le pays a célébré le cinquantenaire de son indépendance en 2010, dans un contexte national de crise : crise de l'État dont les institutions ont du mal à s'enraciner dans le quotidien des populations, crise socioéconomique du fait d'une paupérisation croissante de la population, crise des valeurs matérialisée par la destruction progressive des mécanismes traditionnels de régulation sociale sans que les institutions modernes n'offrent des alternatives crédibles et efficaces.

En 50 ans¹ d'indépendance, le pays a connu quatre Républiques, qui ont vacillé entre succession d'États d'exception et espoir d'une réelle démocratisation de la société. Six chefs d'État dont un seul, Blaise Compaoré cumule 24 années de gouvernance, un seul civil (Maurice Yaméogo, le premier Président), un président assassiné (Thomas Sankara), deux soulèvements populaires (1966 et 2014), cinq coups d'États (1974, 1980, 1982, 1983 et 1987), aucune passation de charge entre un président sortant et un entrant. Les successions se sont toujours opérées par coup de force². L'armée, appelée au pouvoir par un certain peuple en janvier 1966, ne l'a plus jamais quitté. Après plus de 50 ans d'indépendance, le Burkina Faso reste encore un pays politiquement instable et économiquement très faible. Cette instabilité historique est d'autant plus « congénitale » au « pays des hommes intègres » qu'elle se ressent encore aujourd'hui. D'où l'intérêt de cette étude qui se propose de convoquer l'histoire post indépendance de cette ex colonie française afin de mieux comprendre les enjeux politiques actuels.

En effet, en 1966, le lieutenant-colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana à la suite d'une révolte populaire opère le premier coup d'État militaire en Haute-Volta et ouvre le cycle infernal d'une instabilité politique jusqu'en 2014 avec la chute de Blaise Compaoré suite également à un énième soulèvement populaire. Entre ces deux dates, se déroule de nombreuses accessions anticonstitutionnelles au pouvoir d'État ; c'est d'ailleurs ce qui suscite la question principale de cette étude qui est de savoir : Comment comprendre et expliquer l'instabilité politique en Haute Volta depuis le premier coup d'État en 1966 jusqu'à la chute de Blaise Compaoré en 2014 ? L'objectif est d'identifier les ferments de cette instabilité historique.

Pour ce faire, la méthode de travail utilisée ici, s'appuie essentiellement sur une analyse critique des différentes sources disponibles. Il s'agit de l'exploitation de coupures de presses, d'éléments audio-visuels, de documents officiels, d'ouvrages de différentes natures ainsi que des rapports de diverses institutions. À ces sources, il faut ajouter une observation empirique des événements actuels et depuis 2014 au Burkina Faso. Ceux-ci constituent plus ou moins une portée historique de la période d'instabilité : 1966-2014. La confrontation entre ces différentes catégories de sources nous a permis de bâtir l'analyse autour de trois axes principaux. Dans un premier temps, l'analyse jette un regard critique sur la dérive autoritaire civile et l'arrivée des militaires au pouvoir entre 1966 et 1980. Ensuite la question de la militarisation du pouvoir est abordée de 1980 à 1987. Enfin l'étude se termine par une réflexion sur la longue gouvernance (1987-2014) de Blaise Compaoré qui oscilla entre stabilité et dictature.

1. De la dérive autoritaire civile à l'arrivée des militaires au pouvoir (1966 - 1980)

La Haute-Volta accède à l'indépendance le 5 août 1960, à l'issue d'un processus graduel commun à toutes les colonies françaises d'Afrique. Dès l'indépendance, les

¹ Entre 1960 et 2010

² Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA/Burkina), *Fiche Contexte : Burkina Faso*, p. 2.

acteurs politiques d'alors, ont manqué l'opportunité, comme dans bien d'autres pays africains, de rechercher un modèle de gestion des affaires publiques fondé sur les valeurs et les réalités africaines. Pire, l'État a été progressivement confisqué par des élites politico-bureaucratiques et militaires. Ce qui entraîna une instabilité dans le pays a peine devenu indépendant il y'a six ans seulement. Cette première partie se propose donc d'analyser ce processus d'évolution chaotique, du renversement de Maurice Yaméogo³ en Janvier 1966 jusqu'à la chute du premier militaire au pouvoir en 1980.

1.1. *État de la gouvernance politique en Haute-Volta sous Maurice Yaméogo*

Premier Président de la République de Haute-Volta après avoir été Premier Ministre pendant la période transitoire, Maurice Yaméogo engage le régime dans une spirale autoritaire, voire autocratique entraînant ainsi une crise politique en 1966.

Si la bonne gouvernance permet à l'économie d'être plus efficiente dans un pays à travers la promotion d'investissements améliorant la compétitivité et la qualité de vie, la mauvaise gouvernance quant 'à elle occasionne une incertitude pour les acteurs économiques et accroît l'instabilité politique. Après la proclamation de la Première République en 1958, l'Union Démocratique Voltaïque - Rassemblement Démocratique Africain (UDV-RDA) conduit par Maurice Yaméogo connut une large victoire électorale. Dès l'indépendance, l'UDV-RDA se transforme en parti unique et a pour premier président Maurice Yaméogo. Tout au long de sa présidence, Maurice Yaméogo a pour ambition de mener une politique de redressement de son pays. Mais, après une brillante élection avec un score de 99,99% en 1965, le pays bascula dans une série de grèves (E. Koussoubé et *al*, 2015, p. 7). Ces manifestations font suite en effet, à des mesures drastiques du gouvernement pour faire face aux difficultés économiques que rencontrait le pays à l'époque. Ces difficultés étaient liées à la mauvaise gouvernance politique. Maurice Yaméogo avait mis en place des mesures restrictives et d'austérité jugées inadmissibles par nombre de citoyens. Il s'agit entre autres, des nombreuses mesures prises contre les chefs traditionnels⁴ et les syndicats⁵. À cela il faut ajouter, les réformes impopulaires touchant notamment les fonctionnaires (réduction des salaires)⁶. Les syndicats, les chefferies traditionnelles et les fonctionnaires ne pouvant accepter de telles mesures ont donc battu le pavé pour manifester.

À la fin de l'année 1965 et au début de l'année 1966, l'annonce d'un plan d'austérité cristallise toutes les oppositions et jette dans la rue des milliers de manifestants. Dès lors, se déclenchent des grèves générales appuyées par les étudiants et les élèves, les syndicats de travailleurs, les partis politiques clandestins, des partisans de l'UDV-RDA écartés par Yaméogo. Après cinq ans à la tête de l'État, le président Yaméogo avait à travers ces mesures, mobilisé l'ensemble des élites contre lui, demandant ainsi son départ du pouvoir.

³ Premier président de la Haute Volta et unique président civil du pays jusqu'en 2014.

⁴ Les chefs traditionnels n'avaient pas le droit de porter des signes indiquant leur statut

⁵ Interdiction de prospecter ou de manifester

⁶ Admin, Janvier 2017, « 3 janvier 1966 : un soulèvement emportait le régime de Maurice Yaméogo », in www.netafrique.net, consulté le 05 mai 2020.

La situation tendue en Haute-Volta, dégénérait de jours en jours. Un appel général à manifester est lancé dans le pays. Le 03 janvier 1966, une mobilisation de près de 50 000 manifestants parmi lesquels le professeur Joseph Ki Zerbo, aurait crié « l'armée au pouvoir »⁷. L'armée est ainsi appelée lors de la manifestation par la population à prendre le pouvoir. Maurice Yaméogo acculé dans son palais, demanda au lieutenant-colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana qui était le médiateur entre le gouvernement et les manifestants de gérer l'intérim.

Ayant minimisé les préavis de grèves des syndicats qui avaient été déposés quelques jours plutôt avant la manifestation, Maurice Yaméogo démissionna alors dans la foulée ; il venait ainsi d'être renversé par le premier soulèvement populaire mené par les syndicats et des leaders de l'opposition politique qui contestaient les réductions de salaires des agents publics et la mauvaise gestion des ressources publiques (E. Koussoubé et al, 2015, p. 8). Le problème de la mal gouvernance se posant, l'armée est appelée à conduire le destin national avec toute la rigueur nécessaire. L'armée avec à sa tête le lieutenant-colonel Lamizana prit le pouvoir, marquant ainsi son entrée sur la scène politique dans ce pays. On retient substantiellement que l'intrusion de l'armée dans l'arène politique fut cautionnée et voulue par les populations civiles elles-mêmes dans l'espoir d'obtenir plus de justice sociale et de progrès. Dès lors la grande muette devenue bavarde ne quitte plus jamais le pouvoir en Haute Volta jusqu'en 2014. L'espoir placé en ces militaires s'est au fil du temps mué en désespoir politique marqué par un appétit du pouvoir et une succession de coup d'État militaire.

1.2. *La gestion du pouvoir par l'armée*

Au nom de l'armée, et après trois jours d'hésitation, le colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana prit le pouvoir. La gestion du pouvoir par le lieutenant-colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana oscilla entre assouplissement et endurcissement politique. Il instaure un régime militaire autoritaire et supprime les partis politiques. Le 12 février 1969, il nationalise les écoles privées catholiques. Le régime s'assouplit peu à peu et le 20 novembre de la même année, les partis politiques sont à nouveau autorisés.

Le 14 juin 1970, le chef de l'État fait approuver par referendum une nouvelle constitution, c'est le début de la deuxième République. Ce texte attribue la présidence de la république au militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé et accorde au moins un tiers du portefeuille ministériel à l'armée. Des élections législatives ont lieu le 20 décembre 1970. La démocratisation est cependant de courte durée, puisque le 8 février 1974⁸, Lamizana opère à nouveau un coup de force, suspend la constitution, dissout l'assemblée nationale, mettant ainsi fin à l'éphémère deuxième république. Ce changement précipita encore la Haute Volta dans un cycle de profonde instabilité politique et institutionnelle, marqué par une permanence du régime militaire. La nature du pouvoir devient ainsi fondamentalement autoritaire tout au long de cette période, son intensité n'en est moins variable selon le type de gouvernement.

⁷ Admin, Janvier 2017, Op. Cit.

⁸ Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA/Burkina), *Op.cit.*, p. 3.

Le 27 novembre 1977, une nouvelle constitution est approuvée par referendum, donnant naissance à la troisième République. Aux élections législatives de 1978, sept partis sont en présence, mais seuls les partis arrivés en tête sont autorisés à poursuivre leurs activités. Vainqueur de l'élection présidentielle en mai 1978, Lamizana est confronté à un mouvement de grève générale en 1980, organisé par la confédération des syndicats voltaïques (E. Koussoubé et *al*, 2015, p. 8). Ces grèves ainsi que la situation politique dans laquelle se trouve le pays mettent un terme à son pouvoir. Le 25 novembre 1980, il est en effet, renversé par le colonel Saye Zerbo, qui est à la tête du Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National (CMRPN). Le coup d'État militaire de novembre 1980 qui porta au pouvoir le Colonel Saye Zerbo fut le premier dirigé par des militaires contre d'autres militaires⁹. Cette série de coups d'État se poursuit et consacre la militarisation du pouvoir politique en Haute Volta.

2. La militarisation du pouvoir en Haute Volta (1980 - 1987)

Après avoir adopté une nouvelle Constitution le 13 décembre 1977, qui institue la III^{ème} République, celle-ci consacre l'existence d'un exécutif bicéphale. Mais, face aux difficultés politiques, économiques et sociales que traversent le pays, les militaires vont, une fois encore, interrompre le processus démocratique le 25 novembre 1980. Se succèdent alors une cascade de régimes militaires qui, pendant plus d'une décennie, maintiennent le pays sous la férule des régimes d'exception et plus particulièrement sous le régime révolutionnaire.

2.1. De la « vieille garde de l'armée » vers « les jeunes marxisants »

L'histoire n'a jamais dû sembler aussi ironique à Aboubacar Sangoulé Lamizana que le 25 Novembre 1980. Quatorze années après avoir déposé Maurice Yaméogo, le premier président de la Haute-Volta indépendante, le chef de l'État voltaïque est à son tour renversé par un coup d'État qui intervient dans un contexte de crise à tous les niveaux de la société. Depuis le 1er Octobre 1980, les enseignants sont en grève à l'appel des quatre centrales syndicales du pays pour protester contre des décisions, « arbitraires » selon eux, prises par le pouvoir à l'encontre de plusieurs de leurs collègues. Au niveau socioéconomique, la situation est difficile car, le produit intérieur brut qui repose quasi exclusivement sur le secteur agricole est en chute libre en 1980 à cause d'une grave sécheresse qui brûle les cultures. Sur le plan politique, le népotisme et la personnalisation de la vie des partis sont devenus des phénomènes sociaux tels qu'ils empêchent une gestion saine des affaires du pays (J-B. Marot, 2005).

En suspendant les formations et les activités politiques nationales, le CMRPN dirigé par le colonel Saye Zerbo, interrompt un processus qui avait abouti à la reconnaissance du multipartisme, lors de l'adoption de la Constitution de la III^{ème} République, en 1977 (A. S. Bamba, 1993, p. 31). Cependant, deux ans plus tard, le 07 novembre 1982, celui-ci est à son tour renversé, et doit céder le pouvoir au Conseil Provisoire de Salut du Peuple (CPSP) du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo (O. Bain, J-M. Liotier 1998, p. 4). En effet, une crise au sein du CMRPN éclate, opposant deux tendances au sein de cette formation. Ce coup d'État devait porter une première

⁹ Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA/Burkina), *Op.cit*, p. 4.

fois, Thomas Sankara au pouvoir. Il laissa finalement la place au médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo.

L'avènement du CPSP constitue une étape particulière dans l'évolution de l'armée voltaïque depuis son indépendance. En effet, dès le 7 novembre 1982, l'on découvre au pouvoir des militaires tenant un discours nouveau, un discours révolutionnaire soutenu par un certain nationalisme et anti-impérialisme. Ces militaires d'un type nouveau dans l'histoire politique du pays constituent la base de l'aile progressiste du CPSP. Sous l'influence de ce groupuscule de jeunes militaires, l'idéologie politique véhiculée par les hommes au pouvoir prend une tournure quelque peu révolutionnaire. Sous leur influence, le CPSP se présente comme le libérateur du peuple et prône la justice sociale, la liberté de presse, la liberté d'expression, la démocratie pour le peuple, la responsabilisation des masses et un nationalisme progressiste tendant à libérer le pays de toutes les servitudes de l'impérialisme et de son corollaire, le néo-colonialisme (B. P. Bamouni, 1986, p. 70).

Le Conseil provisoire de salut du peuple du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo ayant accédé au pouvoir, choisit pour Premier Ministre Thomas Sankara. Mais, le régime du CPSP ne constitue pas un bloc homogène en ce qui concerne leurs perceptions idéologiques de la gestion du pouvoir. À ce sujet, quatre courants semblent s'être dessinés, constituant les germes d'un probable et inéluctable divorce politique : deux courants conservateurs, un troisième courant composé « d'officiers certes nationalistes, mais sans formation ni conscience politique » et le quatrième et dernier courant est celui des « Patriotes progressistes anti-impérialistes, mobilisés autour du capitaine Thomas Sankara », sans oublier le capitaine Blaise Compaoré (K. J. Natielse, 2013, p. 61). Ces différents clans dont le dénominateur commun est le refus du CMRPN se réunissent très vite pour former l'antagonisme entre « droite réactionnaire » et « gauche révolutionnaire », qui prend fin, après quelques querelles politiques, par le succès de la seconde tendance animée de la rhétorique marxiste-léniniste (K. J. Natielse, 2013, p. 61). Par la suite, le Premier Ministre Thomas Sankara, soupçonné de préparer un coup d'État contre le pouvoir en place est arrêté et mit en prison le 17 mai 1983. A la même période Jean-Baptiste Ouédraogo est accusé par le courant des Sankaristes de « servir les intérêts de la domination étrangère et du néo-colonialisme » (K. J. Natielse, 2013, p. 63). Il se trouve de plus en plus isolé au sein du CPSP. Celui qui était alors ancien Premier Ministre : Thomas Sankara, et qui a déjà joué un rôle clé dans un précédent putsch (1982), évince le gouvernement militaire de Jean-Baptiste Ouédraogo à la suite des événements du 17 mai au 4 août 1983. L'opération fait 13 morts et 15 blessés (B. P. Bamouni, 1986, p. 72). C'est la naissance du Conseil nationale révolutionnaire qui promet des réformes démocratiques et sociales et une politique étrangère anti-impérialiste.

2.2. *Le régime de Thomas Sankara*

Avec le putsch du 4 août 1983, la Haute-Volta s'ouvre sur la voie de l'expérience révolutionnaire. Conduite par le capitaine Thomas Sankara, la Révolution Démocratique et Populaire (RDP) se présente comme l'« année zéro » de l'histoire du pays (B. Beucher, 2015, p. 166). Ce pays est alors rebaptisé du nom de « Burkina Faso » ou « Pays des hommes intègres » en 1984. En apparence, la communauté nationale s'imaginer par des moyens nouveaux. Puisant son inspiration dans de multiples

sources du catholicisme social au marxisme en passant par toute une littérature tiers-mondialiste, le pouvoir opère une recomposition sociale interne qui bouscule les mentalités. Le nouveau pouvoir annonce avec fierté sa volonté de « Rupture symbolique à l'intérieur comme à l'extérieur n'attendant plus l'aide des bailleurs de fonds comme une simple hostie » et de réaliser le développement du pays en s'appuyant avant tout sur ses propres moyens (B. Beucher, 2015, p. 172). Le pouvoir mise surtout sur les masses populaires, en vue de « renverser l'équilibre des forces au profit des couches les plus démunies, à commencer par les paysans » (B. Beucher, 2015, p. 172). L'heure est en effet, à la construction nationale par le bas. Il ne faut pas perdre de vue que le Burkina révolutionnaire, bien qu'affirmant la solidarité avec tous les pays qui combattent le « néo-impérialisme », entend être un modèle unique, un « produit local pour consommation locale », pour reprendre l'expression de Thomas Sankara (B. P. Bamouni, 1986, p. 73).

L'exécutif ou Conseil National de la Révolution (CNR) rappelle fréquemment sa volonté de n'établir aucune alliance contraignante, aucune allégeance synonyme de diminution de sa souveraineté. Cette liberté revendiquée en matière de politique étrangère conduit le Burkina à adopter des prises de position qui sont loin de toujours trouver une traduction en langage diplomatique (K. J. Natielse, 2013, p. 62). Clairement, Sankara entend rompre avec les vieilles tutelles héritées de la période coloniale et disposer d'une liberté de ton sur la scène internationale. Sa politique ne manque pas de susciter de très vives réactions au sein de la communauté nationale et internationale, hésitant entre admiration et exaspération à l'endroit du nouveau régime.

En effet, à l'intérieur, Thomas Sankara retire aux chefs traditionnels les pouvoirs féodaux qu'ils continuaient d'exercer. Il crée les CDR (Comités de Défense de la Révolution), qui sont chargés localement d'exercer le pouvoir au nom du peuple, gérant la sécurité, la formation politique, l'assainissement des quartiers, la production et la consommation de produits locaux ou encore le contrôle budgétaire des ministères (B. P. Bamouni, 1986, p. 74). Les CDR se rendront toutefois coupable d'abus, emprisonnant des opposants au régime. Les fonctionnaires et les syndicats furent violemment réprimés. Le régime institua des CDR dans tous les services publics. En outre, la majorité des anciens hommes politiques, y compris ceux de l'ancienne opposition furent emprisonnés et jugés par des tribunaux d'exception appelés Tribunaux Populaires Révolutionnaires (TPR).

À l'étranger, Sankara est l'incarnation même de la Révolution. L'officier au mode de vie ascétique, loin des fastes du pouvoir, a de quoi séduire, notamment une partie de la jeunesse d'Afrique qui ne peut pas en dire autant de ses dirigeants. De façon générale, Sankara a largement contribué à faire exister le Burkina sur la scène internationale. Selon lui, l'édification de la Nation au pays des hommes intègres impose de suivre un cadre moral qui se base notamment sur une certaine idée de la franchise (B. Beucher, 2010, p. 174). L'heure, dit-on alors, n'est plus au cynisme ou à la *realpolitik*. Toute vérité devient bonne à dire, peu importe quelles en seront les conséquences. Cette liberté de ton est tout d'abord employée à l'égard de régimes répressifs, à commencer par l'Afrique du Sud de l'apartheid. Elle est aussi l'expression d'une condamnation des États « néo-impérialistes » (B. Beucher, 2015, p. 167)

susceptibles de menacer le processus révolutionnaire ou de réduire la marge de manœuvre économique et politique du pays : la Côte d'Ivoire et la France sont visées. Le président Mitterrand ne tarde d'ailleurs pas à en faire les frais. Si la France reste son premier partenaire économique, le Burkina n'entend pas moins traiter à égalité avec elle. Lors du Sommet France-Afrique de Vittel, Sankara condamne en effet, officiellement le « néo-colonialisme » et dénonce la permanence de vieux cadres relationnels entretenus entre les deux pays (B. Beucher, 2015, p. 167). Voyant dans ces sommets les « carcans organisationnels hérités de l'époque coloniale » (B. Beucher, 2015, p. 167), le Président du CNR refuse les invitations qui lui sont adressées ultérieurement. Mieux, Sankara prononce un mémorable discours devant les Nations Unies et à l'OUA, dans lequel il invite les peuples soumis du monde entier à secouer leur joug, à l'image des hommes et des femmes du Burkina, libérés de la tutelle coloniale et « néocoloniale ». Cet événement contribue grandement à l'écriture de la légende « sankariste », celle qui en fait un « David face à Goliath ».

Ainsi, en quatre ans, Sankara et son régime révolutionnaire ont transformé en profondeur la Haute Volta. Si les avancées économiques et sociales sont acceptables, les nombreuses restrictions et abus, notamment de la part des CDR, ont précipité la chute du régime et l'assassinat de celui qui fut appelé le révolutionnaire de l'Afrique de l'ouest.

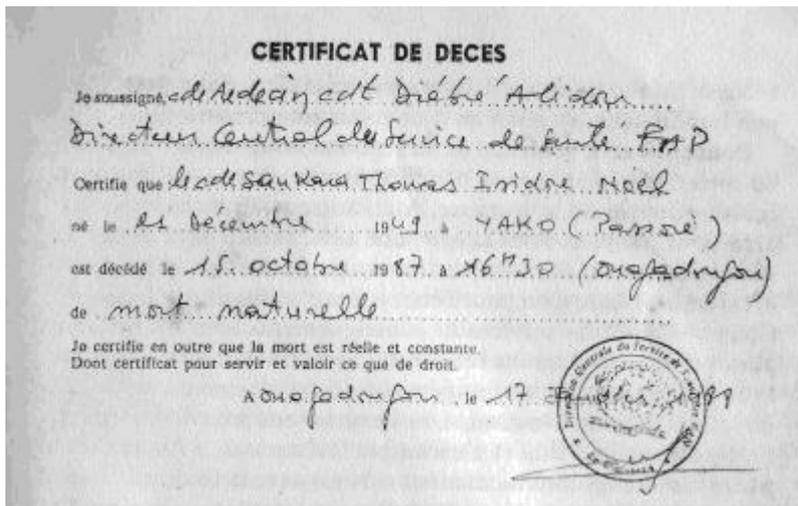
2.3. *L'assassinat de Thomas Sankara*

Au bout de quatre années de régime révolutionnaire, le président Thomas Sankara est à son tour renversé par Blaise Compaoré le 15 octobre 1987. Au cours d'un « jeudi noir », de violents combats éclatent au palais présidentiel entre rebelles et loyalistes. Thomas Sankara est tué dans ce putsch orchestré par son conseiller principal Blaise Compaoré.

Selon certaines théories du complot, cet assassinat aurait pu être commandité par le président de la République française François Mitterrand (alors en pleine cohabitation avec un gouvernement qui lui est hostile). Compaoré décrit le meurtre de Thomas Sankara comme un « accident » (B. Beucher, 2015, p. 170). Il engage alors une politique de « rectification de la Révolution », en réalité un retour à la normale des relations avec la Côte d'Ivoire et implicitement avec la France, qui s'étaient précédemment envenimées.

Juste après son accession au pouvoir, il élimine deux de ses anciens compagnons dans le gouvernement de Sankara, les capitaines Henri Zongo et Jean-Baptiste Boukary Lingani, accusés de comploter à l'encontre du régime. Un couvre-feu est imposé et le Conseil révolutionnaire est dissous. Plusieurs jours après, Sankara est déclaré décédé de mort naturelle par un médecin militaire comme l'atteste le certificat de décès ci-dessous. Compaoré l'accusera « d'avoir trahi l'esprit de la révolution » (B. Beucher, 2010, p. 175).

Faux Certificat de décès de Thomas Sankara



Source : <https://www.thomassankara.net/certificatdedeces-2/?lang=bf>, 19/08/2023, 11 :40

Par ailleurs, le coup d'État de 1987 ne met pas immédiatement un terme à la Révolution. Officiellement, le nouveau pouvoir, qui prend le nom de Front Populaire (FP), continue d'employer la rhétorique révolutionnaire tout en l'assouplissant (K. J. Natielse, 2013, p. 62.). Le Burkina se fait ainsi toujours le chantre du combat contre le néo-impérialisme, mais le contenu déjà bien flou de cette notion se voit vidé de son sens polémique. L'heure est à l'ouverture à l'égard de pays jusque-là considérés comme hostiles, à commencer par la France et la Côte d'Ivoire. En 1988, Compaoré fait donc savoir que la « révolution ne signifie pas qu'il faut vivre dans l'hostilité avec tous ceux qui ne partagent pas nos philosophies politiques et économiques¹⁰ ». Ces propos caractérisent bien le souci de normalisation avec le reste du monde.

Au terme de cette partie, retenons que de 1980 à 1987, l'histoire politique au Burkina-Faso a été marquée par une large intrusion de l'armée. Quatre coups d'États militaires se sont succédés plongeant le pays dans une instabilité politique. Le régime de Blaise Compaoré permit d'instaurer une relative stabilité politique entre 1987 et 2014, mais à quel prix ?

3. Le régime de Blaise Compaoré : entre stabilité et dictature (1987 - 2014)

Cette dernière partie de l'étude examine la gestion du pouvoir par Blaise Compaoré durant ses 27 années de règne jusqu'à l'insurrection populaire d'octobre 2014, qui a occasionné sa chute.

3.1. L'avènement du front populaire et l'expérimentation d'une autre forme de gouvernance

De 1987 à 1991, le Front populaire (FP) fut un régime autoritaire qui reposait d'une part sur l'usage de la force et de la contrainte (avec une armée instrumentalisée)

¹⁰ *Jeune Afrique*, « Les confidences de Blaise Compaoré », 15 juin 1988.

et d'autre part sur un groupe, une élite unique contrôlant tout l'espace politico-économique. Les nouveaux dirigeants ont compris la nécessité de desserrer l'étau du contrôle social et de la gestion de la chose publique dans le but de procéder à un large rassemblement politique. Cet objectif s'est symbolisé avant tout par la création du Front populaire en tant que regroupement des organisations politiques, des organisations de masse anti-impérialistes et démocratiques du Burkina Faso (K. J. Natielse, 2013, p. 101).

Le Front populaire était ainsi constitué d'organisations politiques et de structures populaires. Les organisations politiques membres étaient entre autres, la Convention Nationale des Patriotes Progressistes/Parti Social-Démocrate (C.N.P.P/P.S.D), le Mouvement des Démocrates Progressistes (M.D.P), le Groupe des Démocrates Révolutionnaires (G.D.R), le Groupe des Communistes Burkinabè (G.C.B), l'Union de Lutte Communiste-Flamme (U.L.C-Flamme), l'Union des Démocrates Patriotes du Burkina (U.D.P.B), le Groupe des Démocrates Progressistes (G.D.P), l'Organisation Militaire Révolutionnaire (O.M.R). Quant aux structures populaires, elles regroupaient les unions nationales des structures spécifiques. Au titre des unions nationales on distingue l'Union Nationale des Anciens du Burkina (U.N.A.B), l'Union Nationale des Paysans du Burkina (U.N.P.B.), l'Union Nationale des Femmes du Burkina (U.N.F.B) et l'Union Nationale des Jeunes du Burkina (U.N.J.B) (B. Beucher, 2015, p. 176).

L'un des objectifs du projet révolutionnaire à sa naissance est ensuite la création d'une structure politique d'avant-garde en vue de fédérer toutes les organisations de gauche. Ainsi, est créée en avril 1989, l'Organisation pour la Démocratie Populaire / Mouvement du Travail (ODP/MT), en tant que creuset de toutes les organisations politiques, conformément au concept de « large rassemblement » du président Blaise Compaoré qui consacre l'unification de la gauche révolutionnaire. C'est sous le Front populaire que ce parti politique naît, et progressivement s'implante durablement dans la vie politique, malgré quelques mutations, pour s'ériger en une véritable machine politique et électorale s'accaparant tous les postes politiques. La naissance de l'ODP/MT témoigne des difficultés du nouveau régime à concilier les tendances de son régime entre la poursuite de la RDP ou le virage de la libéralisation politique. Le contexte international a milité en faveur de cette seconde tendance. Cela ne signifie nullement l'abandon de la première qui s'accommode du changement de paradigme. On assiste alors à une transition démocratique sous surveillance.

En effet, l'une des premières mesures que prend Blaise Compaoré est la dissolution du Conseil Nationale de la Révolution qu'avait créé Sankara, pour ensuite mettre en place un nouveau parti ; le Front populaire. Avec le Front populaire, le Burkina Faso amorçe son processus de « transition » vers la démocratie pluraliste à partir de 1990. Le pays renoue avec le constitutionnalisme en 1991 car le Front populaire, lors de son congrès du 1^{er} au 4 mars 1990 s'était engagé à œuvrer au renforcement et à l'approfondissement de la démocratie populaire par la constitutionnalisation du pouvoir révolutionnaire. Après une décennie de régimes d'exception, le président Blaise Compaoré, alors président du Front populaire au pouvoir depuis le coup d'État du 15 octobre 1987, met en place une commission chargée de rédiger un avant-projet de Constitution, qui est adopté par référendum le

2 juin 1991. Selon le chef de l'État, la nouvelle constitution s'inscrit dans la continuité puisqu'elle renforce les structures déjà existantes de l'État révolutionnaire tout en tirant les leçons de l'échec de l'expérience révolutionnaire dans maints pays d'Afrique (K. J. Natielse, 2013, p. 101).

En outre, entre 1983 et 2005, le Burkina acquiert une forte visibilité internationale. Cette visibilité est d'abord la conséquence des prises de position souvent provocatrices de Sankara sur les sujets internationaux tels que la dette, le néocolonialisme et l'impérialisme. Après lui, Blaise Compaoré joue sur une autre ligne qui ne fait pas moins parler de son pays. Il met son pays au centre d'une tactique de base arrière de déstabilisation de pays et de résolution de conflits. Il s'évertue également à renouer de bons rapports avec les partenaires historiques du Burkina Faso. Cette orientation trouve sa première expression concrète le 15 février 1988, avec la visite de Compaoré en Côte d'Ivoire (B. Beucher, 2015, p. 177). Frédéric Korsaga, ancien ambassadeur du Burkina au pays d'Houphouët, en est l'un des principaux artisans de ce rapprochement. Le pays, qui ouvre sa transition thermidorienne, reçoit en retour des financements d'Abidjan afin de se « dé-révolutionner » (B. Beucher, 2015, p. 177). Plus généralement, Compaoré avoue son penchant pour l'établissement de liens plus étroits et « privilégiés » avec le bloc francophone. Ce revirement de la diplomatie burkinabé vise, entre autres, à surmonter le déficit d'image dont souffre le Front populaire à l'étranger.

Malgré le scandale retentissant de l'« Affaire Zongo »¹¹ en 1998, le Burkina s'impose comme un pays « modèle », à l'origine d'une diplomatie active qui fait de Ouagadougou et de son nouveau quartier chic, « Ouaga 2000 », le lieu de nombreuses rencontres internationales (K. J. Natielse, 2013, p. 110). Le Burkina, isolé lors de la Révolution en effet, renoue avec sa prétention à s'imposer comme un pays incontournable dans la sous-région. Sa politique de « bon voisinage » en fait un acteur stratégique en matière d'intégration et de coopération régionale. Ouagadougou peut ainsi s'enorgueillir d'accueillir le siège de l'Union Économique et Monétaire Ouest-

¹¹ Né à [Koudougou](#), Norbert Zongo avait entamé une carrière d'enseignant dans les années 1970 avant de bifurquer durant la période sankariste vers le journalisme. Moins d'une décennie plus tard, en 1993, il fondait à Ouagadougou son propre journal, dénonçant les régimes africains autoritaires et corrompus, révélant de sombres affaires impliquant des proches de Blaise Compaoré. Il condamne aussi la politique de « rectification » appliquée après la Révolution burkinabè et l'[assassinat de Thomas Sankara](#), en 1987. Critique, intègre et indépendant, son journal hebdomadaire *L'Indépendant* acquiert rapidement une grande renommée au Faso. Tirant chaque semaine à plus de 15 000 exemplaires, c'est alors le journal le plus lu du pays. Mais de plus en plus connu et apprécié pour ses enquêtes, l'hebdo devient aussi une source de gêne pour l'entourage de Compaoré. En plein milieu d'après-midi, le 13 décembre 1998, un véhicule enflammé est retrouvé sur la route nationale 6, près de Sapouy, dans le sud du Burkina Faso. Une macabre découverte qui va secouer le pays jusqu'à son sommet. L'autopsie confirmera que ni la fumée ni les flammes ne sont à l'origine des décès de Blaise Ilboudo, Ablassé Nikiéma et des frères Zongo. Non, les quatre hommes ont d'abord été abattus par balle, avant que leurs corps ne soient brûlés. De fait, l'assassinat de Norbert Zongo et de ses compagnons semble lié à une enquête, entamée depuis presque un an. En 1998 le journaliste (qui écrivait sous le pseudonyme de « Henri Segbo ») travaille sur l'incarcération arbitraire de David Ouedraogo au Conseil de l'Entente, une caserne militaire. Le jeune homme, ex-chauffeur personnel de [François Compaoré](#) (le frère cadet du président), avait été accusé de vol à l'encontre de Salah Compaoré, la femme de ce dernier. Pour plus de détails, voir [Pierre HOUPERT](#), 13 décembre 2021, « Ce jour-là : le 13 décembre 1998, Norbert Zongo est assassiné au Burkina » in *Jeune Afrique*, consulté le 17/08/2023, <https://www.jeuneafrique.com/380728/politique/jour-13-decembre-1998-journaliste-burkinabe-norbert-zongo-etait-assassine/>

Africaine (UEMOA) ou de l'Organisation Liptako-Gourma¹² chargée de la mise en valeur des territoires partagés par le Burkina, le Mali et le Niger (K. J. Natielse, 2013, p. 110).

Depuis 1991, date des premières élections présidentielles de la IV^{ème} République, le Burkina Faso connaît un cycle électoral ininterrompu, consacrant la longévité de ce régime après les soubresauts politiques et militaires que le pays a connu.

3.2. *La longue période de stabilité politique sous Blaise Compaoré*

Désireux de construire son « empire » sur le long terme, le président du Front populaire met tout en œuvre pour s'attirer la sympathie des couches socio-politiques, nécessaire à l'établissement et à la pérennisation de sa domination. Conscient de ce soutien indispensable, il affirme en ce sens que :

Nous avons vécu vingt-trois années d'exclusion. La droite, tout d'abord, qui exclut la gauche des affaires de l'État. Puis la révolution qui vient et qui exclut la droite. À chaque fois, on a vu les limites de ces politiques d'exclusion. Aujourd'hui il faut arriver à ce qu'au moins au niveau de la conscience collective, il n'y ait plus d'exclusion¹³.

Il faut donc rassembler les forces vives de la nation autour du projet commun d'édification de l'État et de développement économique et social. Compte tenu des conditions tragiques de son accession au pouvoir, le président du Front populaire prend très tôt conscience de la nécessité pour lui de développer une stratégie de légitimation avec comme modalité principale une politique d'ouverture et de réconciliation politique et sociale afin d'augmenter les chances d'asseoir sa domination politique. C'est peut-être le sens qu'il donne à sa politique de « rectification » qui sous-tend certainement une politique de réconciliation avec les forces dites « réactionnaires ».

La politique d'« accommodement » initiée par le Front populaire pour renforcer la base de sa domination se distingue au niveau social et au niveau politique. Au niveau social, la politique de réconciliation s'attèle à la séduction et à la réconciliation avec la société civile, les syndicats, la presse, les autorités traditionnelles et religieuses, longtemps persécutés sous les régimes d'exception. À l'endroit des forces politiques et des élites politiques traditionnelles, une politique d'ouverture est employée pour les déterminer à rejoindre le projet « rénovateur » du Front populaire en matière de gestion politique (K. J. Natielse, 2013, p. 124). Longtemps stigmatisée et marginalisée par l'irruption sur la scène politique nationale de l'élite militaro-politique marxiste-léniniste en effet, la vieille classe politique accueille le changement de cap de la donne politique burkinabè comme une occasion de se refaire une nouvelle santé politique.

¹² Dans le contexte actuel de 2023 marqué par l'activité terroriste et une série de coups d'États au Mali, au Burkina Faso et au Niger, ces trois États sur la base de cette ancienne organisation du Liptako-Gourma ont signé le 16 septembre 2023 la charte du Liptako-Gourma instituant une nouvelle alliance entre ces trois États du Sahel. La charte du Liptako-Gourma qui comporte 17 articles a pour objectif principal « d'établir une architecture de défense collective et d'assistance ».

¹³ Blaise Compaoré, in *Jeune Afrique Economie*, n°155, mai 1992, p. 157

Avec les forces sociales, le nouveau pouvoir que dirige le Front populaire instaure le dialogue avec les fonctionnaires et leurs syndicats par plusieurs mesures souvent symboliques (K. J. Natielse, 2013, p. 125). En effet, les syndicats sont au Burkina, une force sociale originale bien que le pouvoir, réel ou non, qu'on leur prête, paraisse paradoxal étant donné le nombre infime de travailleurs syndiqués. Ils disposent d'abord d'une arme de taille, le droit de manifestation et de grève. Aussi, avec les syndicats, le Front populaire adopte la « tactique de la séduction » en les invitant à prendre part aux différents espaces de dialogue qu'il crée. Cette nouveauté s'exprime très tôt avec leur participation aux travaux de la Commission constitutionnelle dès 1990 (K. J. Natielse, 2013, p. 125).

Outre les syndicats et les travailleurs, la politique de séduction mise en œuvre par le Front populaire est dirigée vers les forces traditionnelles en l'occurrence la chefferie traditionnelle. Avec celle-ci, on assiste à une politique de réhabilitation provoquant leur ralliement total au nouveau régime. La réhabilitation de la chefferie traditionnelle représente une ressource politique de poids dans le maintien de la domination du régime dans la mesure où ces autorités traditionnelles se muent en médiateurs. Cette politique de séduction devient croissante avec la libéralisation économique, concomitante à la libéralisation politique. Malheureusement, on assiste alors à une politique économique du contentement basée sur un fondement néo-patrimonial du régime.

En effet, bâti sur les erreurs et les errements de la gestion du pouvoir sous le CNR, marqué par un certain spontanéisme et amateurisme, le mouvement de rectification piloté par le Front populaire s'attache à aménager un climat de confiance favorable à l'expansion des activités économiques par l'investissement. Mais cette politique économique est entachée par un néo-patrimonialisme. Le néo-patrimonialisme¹⁴ développé par des auteurs comme S. Eisenstadt ou Jean-François Médard (1991, pp. 323-353) vise à donner une interprétation du politique et de l'État à partir des catégories wébériennes de la domination¹⁵. Le néo-patrimonialisme correspond à une situation de dualisme où l'État se caractérise par un phénomène de patrimonialisation et de bureaucratiation. En clair, le néo-patrimonialisme a intégré la sphère de la politique et détermine les relations entre forces économiques et forces politiques.

Ainsi, avec le Front populaire, on assiste à une réorientation de l'économie. Nonobstant la prévalence du discours officiel révolutionnaire, le capitaine Blaise Compaoré ne lésine pas sur les moyens et les ressources pour réinstaurer un environnement économique favorable. Le mouvement de rectification conduit par le

¹⁴ Le néo-patrimonialisme ou encore « politique du ventre » est certainement un des problèmes les plus partagés par les États africains. Cette conception du pouvoir et l'attitude des acteurs politiques qui en découle sont considérées par beaucoup d'auteurs comme un blocage important. On ne peut pas dire en effet que ces principes et attitudes correspondent à ceux attendus dans une démocratie. Cf. : Robert BUIJTENHUIJS et Céline THIRIOT, 1995, *Démocratisation au Sud du Sahara : Un bilan de la littérature*, Centre d'études africaines de Leiden /CEAN, 2 tomes, p. 64.

¹⁵ Dans le chapitre de son ouvrage *Économie et société* intitulé « Les types de domination », Max WEBER propose la célèbre distinction entre domination traditionnelle, domination charismatique et domination légale rationnelle. Cf. : Guy HERMET et al, 2001, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 5ème éd., p. 92.

Front populaire a entrepris de mettre en place une économie de transition. Le manifeste du Front populaire stipule que : « au slogan sankariste d'une économie nationale, indépendante, autosuffisante et planifiée, le manifeste du Front populaire oppose une stratégie de développement clairement désignée : le capitalisme d'État » (K. J. Natielse, 2013, p. 141). Une telle stratégie économique prônée dans le cadre de la rectification détermine les autorités politiques à entreprendre certaines mesures. Dans la pensée politique du Front populaire, plus précisément dans son programme d'action, le capitalisme d'État est « un moyen de créer rapidement la base matérielle nécessaire au passage sûr de la RDP à une étape supérieure » (K. J. Natielse, 2013, p. 141). Pour Augustin Loada (1995, p. 220) « Cette justification idéologique ne suffit pas cependant à masquer les logiques rentières et néo-patrimoniales qui se profilent derrière cette stratégie économique ».

En clair, le nouveau pouvoir n'abandonne pas le contrôle de la participation du secteur privé dans le processus économique. La rectification n'est pas libéralisation tous azimuts. Avec une dose de prudence, le nouveau pouvoir s'engage dans la promotion d'une économie mixte essentiellement régulée par l'État mais dans un esprit d'ouverture mesuré. L'examen du processus de libéralisation économique au Burkina-Faso, entrepris sous le Front populaire, loin de ne pas ignorer ses dimensions fondamentalement économiques, tente de mettre en exergue les nombreuses possibilités offertes aux dignitaires du régime de s'accaparer des ressources économiques de la légitimation démocratique. L'accès à la sphère politique constitue dès lors une passerelle étroite vers l'accès aux ressources économiques nécessaires. Toute cette stratégie économique et politique a permis au régime de Blaise Compaoré d'avoir une longévité et une stabilité jamais égalées dans la gouvernance politique au Burkina Faso jusqu'aux événements d'octobre 2014.

3.3. *La révolte populaire et la chute du pouvoir de Blaise Compaoré*

Après avoir fait 27 ans au pouvoir, le régime de Blaise Compaoré chute le 31 octobre 2014. Cette chute intervient après une insurrection populaire intervenue à la suite de la proposition de modification de l'article 37 de la constitution.

En effet, Blaise Compaoré a été élu respectivement lors des élections présidentielles de 1991, 1998, 2005 et 2010, toujours avec une majorité écrasante. Mais, en 2013, l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC) de Zéphirin Diabré, mène les protestations contre la création du Sénat qu'il soupçonne d'être créé pour servir à modifier l'article 37 et maintenir Blaise Compaoré au pouvoir (S. Hagberg, L. Kibora, et al, 2015, p. 203). Avec un tiers des sénateurs nommés directement par le Président, le Sénat offre un beau potentiel pour ouvrir la voie à une présidence à vie. L'opposition politique et la société civile se mobilisent et les manifestants remplissent les rues dans les villes principales du pays. La tension monte, à tel point que Blaise Compaoré décide finalement de reporter la création du Sénat à une date ultérieure.

En janvier 2014, après des mois de rumeurs et de spéculations, trois architectes du « système Compaoré » Roch Marc Christian Kaboré, Salif Diallo et Simon Compaoré démissionnent du parti au pouvoir, suivis de nombreux autres dirigeants du CDP, pour former un nouveau parti, le Mouvement du Peuple pour le Progrès

(MPP). Dans leur lettre de démission, ils protestent contre « des tentatives d'imposer la mise en place d'un Sénat aux forceps et des velléités de réviser la Constitution dans le but de sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels dans un contexte où le peuple est profondément divisé » (S. Hagberg, L. Kibora, et al, 2015, p. 205).

Le contexte social ayant changé aussi, les organisations de la société civile étaient rajeunies. Le Mouvement Burkinabè de Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), si fort pendant et après l'affaire Norbert Zongo, n'a pas été à l'avant-garde cette fois-ci. Par contre, le « Balai citoyen », une association fondée en 2013 a joué un rôle central à côté du « Front de résistance citoyenne », du « Collectif anti-référendum », du « mouvement Ça suffit », des mouvements de jeunes et de femmes, etc. Ces mouvements étaient aussi très actifs sur les réseaux sociaux, avec des mises à jour à la minute sur Facebook et Twitter.

C'est ainsi que le lundi 27 octobre 2014, le Collectif des Femmes pour la Défense de la Constitution (COFEDEC) appelle à une marche contre la modification de l'article 37 (V. Bonnecase, 2015, p. 156). Des centaines de ouagalaises sortent avec des spatules levées et des balais pour entamer la semaine de désobéissance civile proclamée par les partis d'opposition et les représentants de la société civile (B. Ouedraogo, 2015, p. 4). À travers cette marche du 27 Octobre, les femmes ont tenu à exprimer leur mécontentement et leurs craintes, mettant en garde Blaise Compaoré contre un bain de sang. Face en effet, aux tensions suscitées par l'entêtement du Président à réviser la Constitution, elles espéraient lui signifier qu'il pouvait encore revenir sur sa décision. En manifestant sans autorisation municipale le 27 Octobre, les femmes ont bravé les cordons de policiers et de la Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS) qui avait été placés pour leur barrer la route (S. Hagberg, L. Kibora, et al, 2015, p. 206). C'était en réalité la première désobéissance civile, celle indiquant au reste du peuple que tout était désormais possible. Cependant, après la marche, les femmes étaient encore présentes dans les manifestations des 28, 29 et 30 Octobre 2014.

Le 28 Octobre 2014, la mobilisation fut historique. De nombreuses personnes estimèrent que le fait de marcher ce jour-là fut une façon d'accomplir un devoir citoyen. Jeunes et vieux, hommes et femmes, la foule convergea dès 7 heures du matin vers la place de la Nation. La plupart des manifestants étaient à pied ou à mobylette. La marche prévue pour démarrer à 8 heures étaient impossible à mettre en route tant la foule fut immense. Le 29 soir la tension est palpable, les jeunes brûlent des pneus pour obstruer les voies. L'espoir d'un retrait du projet de loi à la dernière minute s'amenuisa d'heure en heure. Blaise Compaoré et son régime restaient toujours confiants. Mais, la prise de l'Assemblée nationale le 30 Octobre précipita la fin de son régime.

Le 31 Octobre, la rue obligeait ainsi Blaise Compaoré à quitter le pouvoir. En effet, la déclaration faite par Balise Compaoré la veille du 31 Octobre n'a pas été acceptée. Loin de calmer la tension, cette sortie amène le peuple à se mobiliser davantage dès 8 heures, à la place de la Nation, désormais rebaptisée « place de la Révolution ». Ainsi, la foule de militants massés dans la rue donne un ultimatum : « à 12 heures Blaise Compaoré doit démissionner » (V. Bonnecase, 2015, p. 157). Dans les rues de Ouagadougou, les forces de l'ordre ne s'opposent plus à ces manifestations.

L'armée venait ainsi de prendre parti en faveur du peuple lors de l'insurrection. Ce qui a été fatal au régime de Blaise Compaoré (S. Hagberg, L. Kibora, et *al*, 2015, p. 212). À l'intérieur de l'armée débute alors des tractations entre officiers supérieurs de l'armée et un ballet incessant de personnalités, notamment des leaders de la société civile. Dans le même moment, la radio nationale annonce que Blaise Compaoré a signé sa lettre de démission à 13h.

Le chef d'état-major général des armées, le général Honoré Nabéré Traoré, qui avait annoncé, la veille, la dissolution du gouvernement et celle de l'Assemblée nationale, déclare de fait assumer les responsabilités de chef de l'État. Mais sa proximité avec le président déchu et ses hésitations à la veille révoltent la foule. Dans l'après-midi du 31 Octobre 2014, le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida s'autoproclame, par la presse, à son tour chef d'État en déclarant caduque toute disposition antérieure (S. Hagberg, L. Kibora, et *al*, 2015, p. 212). La confusion règne. Finalement c'est le lieutenant-colonel Zida, numéro deux du Régiment de la Sécurité Présidentielle (RSP) qui avec le soutien de la société civile, s'impose à tous et l'armée finit par le reconnaître comme étant son représentant légitime désigné.

Enfin, le 16 novembre 2014, Michel Kafando, ancien Ministre des Affaires Étrangères (1982-1983) et Ambassadeur auprès des Nations unies (1998-2011), est sélectionné comme président de la transition par un collège spécial (B. Ouedraogo, 2015, p. 6.). Alors qu'il venait de prendre le pouvoir, le lieutenant-colonel Zida est nommé Premier Ministre par le président Kafando. Le 23 Novembre, le Premier Ministre annonce la composition du gouvernement de la transition. Le Conseil National de la Transition (CNT), organe législatif, tient sa première session le 27 Novembre 2014 et Chériff Sy, directeur de publication du quotidien *Bendré*, est désigné comme président. La révolution a alors abouti à un semblant de vie constitutionnelle à peu près normale.

Conclusion

Au terme de cette étude, il convient de retenir que la vie politique en Haute Volta de 1966 à 2014 est ponctuée de coup d'État et de révolution. Le renversement de Maurice Yaméogo par l'armée en 1966 a plongé le pays dans une instabilité politique et institutionnelle, marquée par une alternance de régimes militaires. Le premier soulèvement populaire qu'a connu ce pays en 1966 a mis fin au pouvoir du premier président civile par un coup d'État militaire. Ce coup d'État militaire a porté le lieutenant-colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana au pouvoir. Le 25 novembre 1980, le lieutenant-colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana est à son tour renversé par le colonel Sayé Zerbo, qui est à la tête du comité militaire de redressement pour le progrès national. La Haute-Volta venait ainsi de connaître son premier coup d'État militaire contre un autre militaire. Arrivé au pouvoir Sayé Zerbo ne dure que deux ans, car il fait face à un nouveau soulèvement contre son régime. Il est alors renversé du pouvoir le 7 novembre 1982, par le Conseil Provisoire de Salut du Peuple du commandant Jean-Baptiste Ouedraogo. Celui-ci nomma Thomas Sankara comme son Premier Ministre, qui est ensuite traité de trahison et fait prisonnier. Le 4 Aout 1983 une partie de l'armée conduite par les capitaines Blaise Compaoré, Thomas Sankara et

Henri Zongo, se soulève. À la suite de ce putsch qui renversa Jean-Baptiste Ouédraogo, Thomas Sankara prend le pouvoir et devient le chef de l'État. Au bout de quatre ans du régime révolutionnaire, le président Sankara est renversé à son tour par Blaise Compaoré le 15 octobre 1987. Lors de ce coup d'État, celui qu'on appelait le révolutionnaire (Sankara) est assassiné. Blaise Compaoré, auteur de ce coup d'État occupe le pouvoir pendant 27 ans, c'est-à-dire de 1987 jusqu'au 31 octobre 2014, où il est contraint par la rue de démissionner.

Cette modeste réflexion, loin d'être complète ouvre de nouvelles perspectives sur l'après Compaoré avec une insécurité chronique marquée par les attaques permanentes des groupes terroristes et le retour de l'instabilité politique depuis le coup d'État militaire du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba le 24 janvier 2022 contre le Président civil Marc Roch Christian Kaboré. Ce retour des coups d'États militaires se confirme le 2 octobre 2022 lorsque le capitaine Ibrahim Traoré renverse à son tour le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba sur fond de lutte contre le terrorisme. Encore une fois, comme déjà vu dans l'étude, un militaire renverse à nouveau un autre militaire. Ces prises de pouvoir anticonstitutionnelles ressassent le film d'un passé déjà vécu entre 1966 et 2014. Ce qui nous autorise à nous interroger aujourd'hui sur l'opportunité et la résurgence des coups d'États dans l'espace francophone ouest africain.

Références bibliographiques

- Admin, Janvier 2017, « 3 janvier 1966 : un soulèvement emportait le régime de Maurice Yaméogo », in www.netafrique.net, consulté le 05 mai 2020.
- Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA/Burkina), Fiche Contexte : Burkina Faso, pp. 1-21
- BAIN Olivier, LIOTIER Jean-Marc, 1998, L'état du Monde 1981-1998 : Le Burkina de 1980 à 1997, Olivier Bain, Internet, <http://afriquepluriel.ruwenzori.net/burkina-c.htm>. Consulté le 05 mai 2020
- BAMBA Alex Souleymane, 1993, Blaise Compaoré, la réincarnation du renouveau, Paris, Éditions Dunuya, 355 p.
- BAMOUNI Babou Paulin, 1986, Burkina Faso : Processus de la Révolution, Paris, L'Harmattan, 245 p.
- BEUCHER Benoît, 2015, « Le Burkina-Faso et son environnement géopolitique : essai de mise en perspective historique », in *Politique africaine*, n° 110, pp. 166-215
- BEUCHER Benoît, 2010, « La naissance de la communauté nationale burkinabé ou comment le Voltaïque devint un 'Homme intègre' », in *Politique africaine*, n° 118, pp. 165-186.
- Blaise Compaoré, in *Jeune Afrique Economie*, n°155, mai 1992, p. 157
- BONNECASE Vincent, 2015, « Sur la chute de Blaise Compaoré. Autorité et colère dans les derniers jours d'un régime » in *Politique Africaine*, n°137 pp. 151-168
- BUIJTENHUIJS Robert et THIRIOT Céline, 1995, Démocratisation au Sud du Sahara : Un bilan de la littérature, Centre d'études africaines de Leiden / CEAN, 2 tomes, 681 p.
- HAGBERG Sten, KIBORA Ludovic, et al, 2015, « Au cœur de la révolution burkinabè », in *Anthropologie & développement*, n°42-43, pp. 199-224
- HERMET Guy et al, 2001, Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, Paris, Armand Colin, 5ème éd., 255 p.
- HOUPERT Pierre, 13 décembre 2021, « Ce jour-là : le 13 décembre 1998, Norbert Zongo est assassiné au Burkina » in *Jeune Afrique*, consulté le 17/08/2023,

- <https://www.jeuneafrique.com/380728/politique/jour-13-decembre-1998-journaliste-burkinabe-norbert-zongo-etait-assassine/>
- Jeune Afrique, « Les confidences de Blaise Compaoré », 15 juin 1988.
- KOUSSOUBÉ Estelle et al, juin 2015, « Économie politique de la croissance au Burkina-Faso : Institutions, gouvernance et développement », in UMR DIAL, n°205-10, pp. 2-30
- LOADA Augustin, 1995, Burkina Faso, les rentes de la légitimation démocratique, Paris, Karthala, 280 p.
- MAROT Jean-Baptiste, 21 novembre 2005, « Le coup d'État de Saye Zerbo en Haute-Volta », in <https://www.jeuneafrique.com/84339/archives-thematique/le-coup-d-tat-de-saye-zerbo-en-haute-volta/>, consulté, le 10 mai 2020
- MEDARD Jean-François, 1991, « L'État néo patrimonial en Afrique noire », in États d'Afrique noire : formations, mécanismes et crise., Paris, Karthala, Collection « Hommes et sociétés », pp. 323-353.
- NATIELSE Koulega Julien, juin 2013, Le Burkina Faso de 1991 à nos jours : entre stabilité politique et illusionnisme démocratique, Thèse de science politique, Paris, Université de Bordeaux Segalem, 437 p.
- OUEDRAOGO Boureïma, janvier 2015, « L'armée et l'exercice du pouvoir au Burkina-Faso : enseignement de l'insurrection populaire du 30-31 octobre 2014 », in Notes internationales, n°106, pp. 1-5